



**LE PROJET D'UN MONDE NOUVEAU :  
PAS DE POLITIQUE SANS MYSTIQUE**

**Javier Portella**

## **Le projet d'un monde nouveau : pas de politique sans mystique ?**

Nous voici à la croisée des chemins entre deux époques dont l'importance correspond à peu près *au passage de l'âge de pierre à l'âge des métaux* (Ernst Jünger).

Voici un texte profond que l'essayiste espagnol Javier Portella a rédigé en français. Il est long. Il peut prêter à controverses. Il est à lire la plume à la main. Au-delà de l'introduction nos lecteurs le trouveront en intégralité en PDF. « Il ne suffit pas de dénoncer les errements de ce monde im-monde qui n'est presque plus un monde. Il ne suffit pas de dire NON. Il faut dire OUI. Mais comment dire OUI lorsque personne ne sait comment remplir le OUI ? ». Autrement dit, il n'y a pas de politique sans mystique. Polémia.

\*

\* \*

Jamais je n'avais ressenti rien de pareil. Jamais comme ce soir-là, à Rome, je n'avais éprouvé d'aussi près la force vivante de ce que signifie être entouré d'une communauté. Et une communauté, ce n'est pas une simple addition de gens ; ce n'est pas un agrégat, par exemple, d'amis et de connaissances mus par des idées et des inquiétudes partagées. Une communauté, c'est un destin porté par tout un projet existentiel, historique, politique... Jamais comme ce soir-là – tandis que Sébastien et Adriano égrenaient sous mes yeux étonnés les dix années d'existence de CasaPound – je n'avais ressenti ce que signifie de ne pas être seul au monde.

Comme nous le sommes tous aujourd'hui.

Mais comme personne ne l'était lorsque Rome était Rome, lorsque la Grèce était la Grèce, lorsque Florence était Florence : lorsque les hommes étaient des hommes, des individus affirmés dans leur plus haute personnalité, par le fait même d'être et de se sentir partie prenante du grand Tout – *polis, romanitas, città...* ; lorsque les hommes, autrement dit, faisaient substantiellement partie de ce Tout au sein duquel la vie était empreinte de sens. Non, ces hommes-là n'avaient rien à voir avec les moutons individualistes d'aujourd'hui, avec ces hommes-masse qui tremblent en craignant d'être engloutis par le Tout sans lequel, pourtant, rien ni personne ne saurait être.

Revenons à la communauté dont la présence me frappa si fort ce soir-là à Rome. Je m'empresse pourtant de le reconnaître : c'est vrai, ne vous froissez pas, mes amis... avec vous aussi – en France surtout, mais en Espagne également, même si vous êtes ici moins nombreux – j'ai ressenti parfois quelque chose de pareil. Par exemple, et très notamment, lors de la

cérémonie d'adieu, le mois de mai 2013, à Dominique Venner. (C'est pour cela aussi que notre ami s'est sacrifié : pour que nous puissions éprouver quelque chose de pareil, pour que, un jour au moins, nous sachions ce qu'est d'être ensemble, projetés, placés devant l'histoire.)

Un jour au moins... Voilà la différence. Car une fois la cérémonie terminée, il nous a bien fallu rentrer chez nous, retourner à la solitude où aucun véritable Projet n'émerge ; cette solitude qui est pourtant enveloppée, certes, de mille idées, mille inquiétudes, mille dénonciations... absolument justes, absolument bien élaborées, absolument indispensables.

Et absolument insuffisantes.

Car les idées ne suffisent pas si elles restent des idées, si elles ne débouchent pas sur un Projet, sur une Image qui permette de les visualiser, de se faire une idée du monde pour la réalisation duquel on est en train de lutter. Un Projet, une Image : je ne parle pas de programmes, d'objectifs détaillés – cela finira bien par arriver quand il arrivera. Je parle d'un Projet qui ne se borne pas à dénoncer la ploutocratie et son usure, la laideur et sa vulgarité, le non-sens et son absurdité, l'égalitarisme et son inanité.

Je parle d'un Projet qui nous montre ce qu'il faut mettre à sa place.

Et un tel projet, soyons sérieux, n'existe nulle part. Prenons enfin le taureau par les cornes et reconnaissons-le : personne n'a de Projet, personne ne peut offrir une Image de ce qui un jour, peu importe la date, chassera le monde d'aujourd'hui. Car c'est bien de cela qu'il s'agit : de changer de monde, de sensibilité, de rêves, de principes, d'espoirs... ; pas seulement de remplacer des gouvernements, pas seulement de modifier des politiques.

Disons-le autrement. Il ne suffit pas de dénoncer les errements de ce monde im-monde qui n'est presque plus un monde. Il ne suffit pas de dire NON. Il faut dire OUI. Mais comment dire OUI lorsque personne ne sait comment remplir le OUI ?

A CasaPound ils le savent. Eux, ils ont un Projet, une Image du monde pour lequel lutter. Et ils l'offrent, ils agissent, poussés par lui. Par ce Projet dont ils tirent toute leur force.

Mais dont ils tirent aussi toute leur faiblesse.

Car ce Projet a un nom. Et ce nom est infâme... ou il est considéré comme tel par notre société (et dans les affaires de la *Polis*, il est indifférent que quelque chose soit infâme ou qu'il soit tenu pour tel). Le nom de ce Projet autour duquel se meut CasaPound n'est autre que celui de *fascisme*.

### **Une chose est l'Italie, autre chose, l'Espagne et l'Allemagne**

Le fascisme... Il suffit de prononcer le mot maudit, il suffit de ne pas le rejeter en tonitruant, il suffit de lui jeter un regard curieux et dépourvu de préjugés pour qu'il puisse y avoir des lecteurs qui, ayant fermé ces pages –

si elles étaient imprimées sur du papier – courent se laver les mains qui les ont touchées.

Ceux qui n'ont pas encore réagi de la sorte, ceux qui sont prêts à laisser les préjugés dans l'armoire (rien qu'un instant ; nous verrons après si ces préjugés se confirment ou non), qu'ils continuent à lire.

Demandons-nous : comment est-il possible que, soixante-dix ans après avoir souffert la défaite la plus retentissante, un régime... non, tout un système politique, culturel, social, toute une vision du monde, continue à éveiller la haine furibonde des uns et à servir d'inspiration enthousiaste à d'autres ?

Or, où et dans quel milieu de telles haines et sympathies sont-elles éveillées ? Car une chose est l'Italie (où 40% des réponses faites lors d'un récent sondage reconnaissent, par exemple, « *les acquis* » qu'il faut attribuer au Ventennio de 1922 à 1943), et autre chose, bien différente, sont l'Espagne ou l'Allemagne, où, sur la même question, il suffirait des doigts d'une main (et il y en aurait encore de trop) pour compter le pourcentage de réponses positives. Et cela, en supposant – c'est là que je voulais en venir – que cette chose sèche et engourdie, le national-catholicisme franquiste, ait eu quelque chose à voir avec le fascisme qui cherchait un élan héroïque, innovateur, joyeux, en même temps qu'il en appelait à quelque chose d'aussi opposé au christianisme que la Rome impériale. Et en supposant aussi – c'est là que je voulais également en venir – que le délire raciste du national-socialisme, joint à sa rage expansionniste, destructrice de peuples, puisse avoir une quelconque analogie avec le fascisme mussolinien.

Nous reviendrons sur cette dernière question : elle est décisive.

Mais un soupçon nous vient. Essayons de l'éclaircir. Si soixante-dix ans après, la situation est si profondément différente en Italie et en Allemagne, la distinction ne viendrait-elle pas des personnalités de Hitler et de Mussolini ? Ne serait-ce pas que l'expérience historique des deux pays est profondément différente ? Ne serait-ce pas également que la malédiction qui pèse sur le fascisme ne peut pas être réduite, contrairement à ce que certains prétendent, à la *damnatio memoriae* que ses vainqueurs – c'est indiscutable – ont pratiquée sur lui ? <sup>1</sup> Ne serait-ce, en un mot, que les peuples sont moins bêtes qu'ils n'en ont souvent l'air, et que ceux qui vécurent de près les expériences respectives du nazisme et du fascisme savent très bien à quoi s'en tenir ?

A quoi s'en tenir ? Quoi souligner ? Quoi retenir comme noyau central dans le cas – restons-en à celui-ci – du fascisme italien ?

---

<sup>1</sup> *Damnatio memoriae*: procédé par lequel on effaçait dans l'ancienne Rome toute trace portant sur la mémoire d'un ennemi mort. Plutôt que de *damnatio*, c'est évidemment de *falsificatio memoriae* qu'il faudrait parler en l'occurrence. L'un de ces procédés consiste dans la *reductio ad hitlerum* : cette trouvaille mise au jour par le philosophe juif Leo Strauss, disciple de Heidegger, selon laquelle toute mise en question du libéralisme est considérée comme une manœuvre d'inspiration nazie.

Un mot semble essentiel : *charpenter*. Donner forme à l'informe, assembler ce qui est dispersé, donner du sens à ce qui, dans le monde moderne, l'a perdu : voilà l'objectif qui sous-tend tout. Donner du sens... mais pas n'importe lequel, car la vulgarité, les marchandises, l'argent... cela aussi fait « sens », appelons-le de la sorte, dans le grand supermarché d'aujourd'hui. Ce que le fascisme italien cherchait, c'était par contre de déployer un sens qui fût porté par des choses telles que la grandeur, l'héroïsme, la beauté.

Y réussit-il ?... Et s'il y réussit à un moment donné – l'expérience de Fiume (nous y reviendrons) en est un bon exemple –, n'échoua-t-il pas par la suite ?

### **Les deux visages du fascisme**

Une question s'impose : Qu'est-ce qui me pousse à marcher sur des sables aussi mouvants, à m'enfoncer dans des terrains aussi minés ? Ma recherche n'est pas celle de l'historien. Si je prends de tels risques, est-ce peut-être parce que, ayant connu à Rome ces gens charmants de CasaPound, l'envie m'a pris de discuter avec eux ? Pas exactement. Si l'idée m'est venue de me fourrer dans un tel guêpier, c'est tout simplement parce que le fascisme, ou, plus exactement, l'image qui en est marquée au fer rouge dans notre imaginaire collectif, constitue le principal obstacle qui se dresse aujourd'hui face à toute possible transformation de notre existence collective. (Le communisme – avec son échec, ses horreurs... et les aspects positifs que, malgré tout, on peut en repêcher – constitue aussi, c'est vrai, l'autre grand obstacle ; il en sera question plus loin brièvement.)

Charpenter le monde, disais-je... Sans charpente (et déboussolé), le voilà toujours, le monde. Le tirer de là, lui apporter du sens, lui imprimer cette haute voie sans laquelle tout coule : voilà, aujourd'hui comme hier, la tâche. Et si l'expérience fasciste a échoué, si sa voie semble devenue quelque chose d'infâme, comment cela ne va-t-il pas contaminer, voire empêcher, toute ambition de charpenter de nouveau le monde ? Plus concrètement : si hier la Nation, ce nouveau grand principe intégrateur, s'est transformée en nationalisme expansionniste, en fanatisme chauvin et – le bouquet ! – en racisme dévastateur, comment peut-on parler aujourd'hui de la Nation en tant que Communauté populaire (*Volksgemeinschaft*), ou de la patrie en tant qu'unité de destin dans l'histoire, ce destin supérieur qu'il faut servir ? Prenons un autre exemple. Si nous parlons de combattre – il faut absolument le faire – la dégénérescence que connaît notre « art » contemporain, où la laideur prend la place de la beauté, comment s'attaquer à une telle dégénérescence dès lors que ceux qui, les premiers, combattirent l'« art dégénéré » (*Entartete Kunst*) considèrent comme tel rien de moins que l'expressionnisme ?

Les deux exemples précédents renvoient à des mots en allemand, et ce n'est pas par hasard. Tandis que d'un côté des Alpes on interdisait ou on brûlait, parmi tant d'autres choses, les tableaux de l'avant-garde expressionniste, de l'autre côté on ne brûlait rien (oui, d'accord, la censure y existait, mais fort réduite). Mieux : on y encensait même les œuvres de

l'avant-garde futuriste <sup>2</sup>. Tandis que d'un côté se déchaînaient les fureurs du délire raciste, de l'autre (et jusqu'aux néfastes lois raciales de 1938 promulguées par Mussolini pour gagner les bonnes grâces de son allié), les juifs participaient même à de hautes fonctions institutionnelles. Tandis que, chez les uns, la Nation prenait le visage d'une arrogance hideuse et d'un expansionnisme belliqueux, la même Nation – la même clé de voûte – était circonscrite chez les autres à tout un rituel de défilés dont les symboles ne mettaient en échec aucun autre peuple européen.

Et pourtant... Quels cris le Duce poussait en haranguant les foules entassées sur Piazza Venezia ! Quel fanatisme traversait tous ces grands attroupe-ments noirs de monde ! D'accord, d'accord... Mais ne faisons pas trop la fine bouche. Il se peut qu'il faille bien se résoudre à pousser de tels cris et à débiter de telles simplicités lorsqu'il s'agit de mobiliser une opinion publique qui n'est capable d'agir qu'éperonnée par des mots d'ordre simples, frappants, vulgaires. En tout cas, s'il fallait choisir entre les cris histrioniques d'hier et le sourire béat (et hypocrite) de nos dirigeants d'aujourd'hui, là franchement...

Il n'y eut pas de liberté, c'est vrai, pour ceux qui s'opposaient au fascisme. Y en-a-t-il peut-être pour ceux qui s'opposent au libéral-capitalisme ?

Bien sûr qu'il y en a ! C'est même là – la chose semble indiscutable – toute la grandeur du Système. Sérieusement ?... Toute la grandeur, vraiment ?... Grande, l'affaire l'est, sans nul doute. Mais ce qui est grand, n'est-ce pas plutôt l'alibi que le plus retors des Systèmes a de la sorte réussi à mettre sur pied ?

L'alibi est subtil, raffiné, machiavélique : jamais aucun pouvoir n'avait songé à rien de pareil. Je ne parle pas de la liberté dont jouissent les défenseurs de l'ordre établi. Il n'y a pas grand mérite à cela : finalement, ils disent tous la même chose, même si c'est à partir d'approches différentes. Je parle de la liberté accordée aux opposants, aux rebelles, à ces véritables adversaires qu'on laisse papillonner – râler, ronchonner, c'est le mot – aux marges de la Cité : là où, dépourvus de moyens économiques et médiatiques, il leur sera impossible d'exercer la moindre influence réelle.

La trouvaille est machiavéliquement raffinée. D'une part, la loi garantit la liberté à tous, rebelles compris. D'autre part, la réalité, celle de l'éléphan-tesque pouvoir économique et médiatique, limite la liberté des rebelles et opposants à râler parmi des nuages cotonneux et bourrés de néant. C'est à

---

<sup>2</sup> Je ne suis pas particulièrement attaché ni à l'avant-garde futuriste ni à celle de l'expressionnisme. Je peux même découvrir deux choses contradictoires dans la recherche désespérée et exacerbée que les avant-gardes entreprennent pendant les premières décennies du siècle dernier. J'y décèle, d'une part (et là je m'incline avec admiration), un haut vol d'aigles lancés à la poursuite d'un sens qui éclatera dans des formes dont la distorsion ne fera qu'exprimer celle d'un monde qui a perdu ses racines et sa fermeté ; et pourtant, dans cette même recherche exacerbée, dans les distorsions auxquelles elle mène, je peux également déceler les germes de la dégénérescence absolue qui s'accomplira quelques années plus tard, lorsque les aigles seront remplacés par les oiseaux de basse-cour qui pataugeront, tout contents et guillerets, dans l'absurdité et la dissolution du sens. Or, aussi grand qu'un tel risque ait pu être, il est impossible de découvrir une quelconque « dégénérescence de l'art » dans le grand éclat de formes et de couleurs apporté par l'expressionnisme allemand... poursuivi par le nazisme, et par le futurisme italien... honoré par le fascisme.

travers eux que retentit le mot, creux et trompeur, qu'ils chantent tous en chœur : *Liberté, liberté !...* <sup>3</sup>.

## Pourquoi ?

Critiquer notre démocratie parce qu'elle rend vide et hypocrite son principe premier, cela revient-il à défendre l'autoritarisme fasciste ? Nullement. Cela revient à reconnaître seulement que le fascisme ne connut pas, au moins, la tartufferie que d'autres connaissent. Jamais le Duce n'affirma qu'il allait accorder la liberté à ses ennemis. Et il ne la leur accorda pas.

C'est là, en réalité, une attitude vieille comme le monde. Elle a été adoptée par tous les régimes de l'histoire (démocratie grecque comprise) jusqu'au moment où il s'est produit le fait peut-être le plus révolutionnaire de tous : le surgissement des médias tout-puissants. La plupart des mortels ne pouvant pas y trouver la possibilité de s'exprimer, il a été accordé à tous le droit à la liberté d'expression.

Pour quelque raison que ce fût, Mussolini écarta une telle possibilité. La conséquence tomba, fulminante comme un couperet : le visage autoritaire, despotique, est celui qui frappe aujourd'hui, comme sa seule marque, le fascisme italien. C'est ce visage qui empêche de voir son autre face : celle dont Fiume constitue l'expression la plus achevée <sup>4</sup>.

Fiume, cette expérience libertaire et même libertine. Fiume, dont la Constitution proclamait que la Musique est le « *principe fondamental de*

---

<sup>3</sup> Un exemple concret, spectaculaire, permettra d'illustrer tout ce qui vient d'être dit. Il eut lieu au début des années 1980, lorsque, par l'un de ces miracles que les dieux accordent parfois aux mortels, le directeur d'un des principaux hebdomadaires français – *Le Figaro Magazine*, supplément du dimanche du journal du même titre – se prit d'enthousiasme pour la pensée qui, sous l'impulsion d'Alain de Benoist, était développée par ceux qui finiraient par être connus comme la « Nouvelle Droite ». Louis Pauwels, écrivain de renom et directeur de l'hebdomadaire en question, leur confia les rênes de la revue qui, lancée en octobre 1978, allait connaître un succès foudroyant. Au début 1979, elle atteignait déjà 850.000 exemplaires, ayant frôlé peu après le million (actuellement, *Le Figaro Magazine* connaît des chiffres de l'ordre de 400.000 exemplaires).

Ça, ce n'était plus de la rigolade ! Ça n'avait plus rien à voir avec le fait de ronchonner sur les marges de la Cité ! Ça, tout simplement... on ne pouvait plus le tolérer ! Et les pouvoirs de fait ne le tolérèrent plus : d'une part, les pouvoirs économiques : les grands groupes publicitaires qui, d'accord avec leurs annonceurs, menacèrent de retirer toute leur publicité (voilà que même chez les capitalistes leurs intérêts en matière d'idées l'emportent parfois sur leurs intérêts en matière d'argent !) ; d'autre part, les pouvoirs médiatiques dominés par la gauche – *Le Monde*, *Le Nouvel Observateur*, *Libération*, *Le Canard Enchaîné*... – qui depuis l'été 1979 entreprirent une brutale campagne de démonisation (près de 500 articles !) contre ce qu'ils se mirent à appeler la « Nouvelle Droite ». Tout cela finit... comme on peut s'en douter : par la liquidation pure et simple de l'expérience en 1980 et 1981. La fête une fois terminée, les choses rentrèrent dans l'ordre. Aucun des membres de la Nouvelle Droite ne fut emprisonné ni persécuté. Ils reçurent tous le droit démocratique de continuer à papillonner et à râler sur les marges de la Cité.

<sup>4</sup> Rappelons que Fiume c'est la ville dont la population est largement italienne – aujourd'hui elle appartient, sous le nom de Rijeka, à la Croatie – que l'Italie revendiquait à la fin de la I<sup>re</sup> Guerre mondiale. Les puissances alliées ne la lui ayant pas accordée, l'écrivain Gabriele D'Annunzio, soldat héroïque de la guerre, l'occupa à la tête d'un groupe très nombreux de volontaires. L'Etat libre de Fiume réussit à tenir pendant toute une année (en 1919-1920) jusqu'au moment où il fut écrasé par les intérêts conjugués des grandes puissances. Là aussi, la fête prit fin.

*l'Etat* ». Fiume, avec « *son ouragan de libération dionysiaque, écrit Adriano Erriguel* <sup>5</sup>, [...] où la politique et le mysticisme, l'utopie et la violence, la révolution et Dada allaient la main dans la main ». Fiume, avec ses « *mesures de démocratie directe, son mécanisme de renouvellement permanent des dirigeants, sa limitation du [...] droit à la propriété privée, sa pleine égalité pour les femmes, son laïcisme à l'école, sa liberté absolue des cultes, son système complet de sécurité sociale* ».

Mais il y avait, certes, l'autre face aussi... Celle qui, ayant débuté en 1924 avec l'assassinat du député socialiste Giacomo Matteotti, est devenue aujourd'hui, pour l'immense majorité, le seul visage du fascisme italien <sup>6</sup>.

Pourquoi tout a-t-il été finalement réduit à ce visage exécrationnel ? Est-ce à cause de l'énorme effort de propagande que les vainqueurs de la guerre entreprirent... et entreprennent toujours ? Sans aucun doute, du moins en partie. Mais lorsqu'une image est si puissamment enracinée dans l'imaginaire collectif, il est absurde de prétendre tout réduire aux effets de la propagande. Les peuples, disions-nous précédemment, ne sont pas aussi idiots qu'ils ont l'habitude de le feindre.

La conclusion semble évidente : des deux figures en question, l'une mérite d'être repêchée ; l'autre, jetée par-dessus bord. Or, étant donné les connotations qu'éveille le simple mot « fascisme », ne vaudrait-il pas mieux oublier ces deux figures, tourner la page, inventer quelque chose de nouveau ?

Bien sûr qu'il faut inventer quelque chose de nouveau. C'est de cela qu'il s'agit. Il n'est pas question de retourner à ce qui triompha hier en partie, et en partie aussi échoua. Pourquoi alors tourner tellement autour du pot : le *fascisme* ?

Pourquoi le fascisme ? Pour avoir quelque chose de consistant à quoi nous accrocher, me répondaient mes amis de CasaPound. Pour que tout ne reste pas comme volatilisé dans une nébuleuse d'idées et de théories ; pour qu'un Projet, cautionné d'ailleurs par son ancrage dans l'histoire, marque de son sceau de réalité ce qui, autrement, resterait enfoui dans des idées et des théories. Voilà le fond de leurs propos lorsqu'ils me parlaient du besoin

---

<sup>5</sup> Dans le journal en ligne [www.elmanifiesto.com](http://www.elmanifiesto.com) du 24 mars 2014.

<sup>6</sup> Et dans le cas du national-socialisme allemand ? Là aussi les deux figures étaient présentes, mais d'une façon si différente... Là aussi les prolégomènes avaient connu un grand espoir. Ils durèrent même davantage qu'à Fiume : tout au long de quatorze ans (de 1918 à 1932) rayonna le grand bouillonnement culturel, politique, intellectuel, existentiel... que nous connaissons aujourd'hui sous le nom de Révolution Conservatrice allemande. C'est pendant quatorze ans que dura une effervescence qui, cherchant des attaches et des racines – dans la tradition, dans l'histoire, dans la force vitale de la Nation – mettait en question l'ordre caduc du monde en même temps qu'elle essayait d'en conserver ce qu'il fallait conserver. Détruire... et conserver : voilà l'oxymore presque poétique par lequel nous connaissons une telle expérience : révolution conservatrice. Parmi ses auteurs les plus éminents, on trouve des figures telles que les frères Jünger, Oswald Spengler, le jeune Thomas Mann, Werner Sombart, Edgar Jung, Heidegger lui-même, Arthur Moeller van den Bruck, le poète Stefan George et tant d'autres, parmi lesquels, présidant en quelque sorte le tout, se détachait la figure emblématique de Nietzsche. Mais lorsque toutes ces inquiétudes finirent par prendre une véritable forme politique, lorsqu'on passa des idées aux faits, tout ce grand tourbillonnement d'espoirs fut ravagé, parfois jusqu'à la prison et la mort, par l'autre visage qui s'imposa et écrasa tout : « *le visage bouffi et ignoble de ce pantin féroce* », comme D'Annunzio qualifiait Hitler tandis qu'il essayait, sans succès, de convaincre Mussolini de s'en écarter.



d'invoquer l'empreinte du Ventennio pour garder vif l'esprit militant, et allumée la flamme qui les anime.

Mais le prix payé est haut, très haut. C'est vrai qu'en Italie, où « le visage aimable » du fascisme a laissé son empreinte dans la mémoire collective, ce prix est nettement inférieur. Mais même là, invoquer le fascisme de la façon dont CasaPound le pratique, cela revient à se mettre des fers aux pieds, à se fixer un plafond social pratiquement impossible à dépasser.

Laissons, cependant, une telle discussion. Il ne s'agit pas de donner des leçons à ceux qui ont été capables de développer un mouvement social, culturel et politique – le seul : il n'y a pas d'autre exemple – aussi important que dépourvu de sectarisme, de fanatisme et d'auto-marginalisation propres à ces sortes de bandes de *freaks* qui, enveloppées dans une logorrhée grandiloquente, fourmillent un peu partout.

Non, il ne s'agit pas de donner des leçons. Il ne s'agit pas non plus de retourner à un quelconque passé. Il s'agit d'inventer quelque chose de nouveau, de mettre sur pied un Projet qui offre une Image, qui donne une forme, un contenu, à tout ce ferment d'idées, d'élans, d'espoirs... qui sont là, qui bouillonnent, sourds et enfouis encore, mais haletants aussi. Un Projet innovateur. Mais un Projet qui ne doit pas non plus laisser à l'écart ce qui peut être repris des trois grands Projets de la modernité. Des Projets – le penseur russe Alexandre Douguine le rappelait récemment – qui ont été, et sont toujours seulement trois : libéral-capitalisme, socialisme et fascisme.

Laissons un instant de côté leurs misères. Bornons-nous à ce qui pourrait être repêché dans chacun d'entre eux.

### **Le libéral-capitalisme**

Nous avons déjà parlé de la « grandeur » qui marque le libéral-capitalisme. Nous l'avons fait d'une façon ironique, en parlant du Grand Alibi qui se cache derrière le principe de la liberté d'opinion qui en constitue le pilier. Mais si un tel alibi peut marcher, s'il a connu un succès aussi foudroyant, c'est pour une simple raison : ce qu'il implique est plus, beaucoup plus qu'un simple alibi. C'est, en même temps, l'expression de la plus légitime, presque atavique, des attentes : celle d'avoir le droit de tout dire, de tout penser, de tout critiquer, un droit qui devient, certes, le droit de ronchonner pour ceux qui, n'adhérant pas aux autres principes du Système, se voient priver des moyens économiques et médiatiques d'exercer avec efficacité un tel droit. Mais le principe est là, ancré, enraciné dans nos âmes ; ce principe implique que rien n'est donné une fois pour toutes, que tout peut être discuté, débattu ; que personne, par conséquent, ne peut être poursuivi pour défendre ses idées ; ce principe, en un mot, qu'il est impératif de repêcher et de préserver à tout prix, à une seule condition : qu'il ne nous fasse pas sombrer dans le borborygme nihiliste où tout se vaut et rien n'importe.

## **Le socialisme**

Y a-t-il quelque chose à repêcher dans ce socialisme qui, tout en ayant dans le libéral-capitalisme son principal ennemi, partage avec lui son matérialisme et son individualisme ? (Les foules que le socialisme agite ne sont pas celles d'un peuple organiquement uni : ce sont celles d'atomes agissant et s'opposant entre eux sur la seule base de leurs intérêts de classe.) Et pourtant, il y a bien quelque chose à repêcher aussi dans le socialisme (dans le vrai, dans le socialisme révolutionnaire : non pas dans cette social-démocratie devenue aujourd'hui l'affaire des bobos et de certains milliardaires). Ce qu'il y a lieu de repêcher ce n'est rien d'autre que cette impulsion première du socialisme : sa mise en question du capitalisme, de ses fourberies, de sa cupidité, de son « usure », comme disait Ezra Pound. Oui, il faut combattre le capitalisme ; mais sur la base de postulats et de principes qui n'ont rien à voir avec ceux de l'égalitarisme et du ressentiment qui a pour non « lutte de classes ». Il faut combattre le capitalisme, mais non pas pour engendrer, comme dans le communisme, faim et misère. Il faut combattre le capitalisme et sa folie, mais non pas pour en liquider les richesses et abolir le capital : pour en finir avec sa folie. Il n'est pas question d'abolir le marché, l'argent, la propriété. Il est question de leur imposer des limites, de leur mettre des bâillons qui les empêchent de nous dévorer. Ce qui signifie qu'il faut que le Marché, l'Argent, l'Economie elle-même soient descendus du piédestal où ils ont été hissés depuis deux siècles. Il est question qu'ils deviennent ce qu'ils sont vraiment : cette chose secondaire, subalterne... quoique indispensable, constituée par l'ensemble des moyens, rien que des moyens, nous permettant de subsister.

C'est ainsi et seulement ainsi qu'il sera possible de répondre aux aspirations plus que légitimes telles que le pain, la justice, le bien-être... L'économie : voilà cette chose subalterne face aux grands défis du monde. C'est vrai. Mais l'économie, c'est aussi une chose dont les enjeux exigent une résolution impérative, pressante, une résolution qui n'est pas utopique : elle est faisable. Car nous voilà regorgeant de biens et de technologies qui ne permettent pas à tous, c'est vrai, de vivre dans l'égalitaire pays de Cocagne que certains illuminés prétendent. Mais ces biens et ces technologies permettent autre chose : la fin de la précarité, de la pauvreté, de l'injustice, à la condition de couper court à l'usure et à la convoitise ; à la condition d'imposer les bâillons dont nous parlions tout à l'heure. Il n'y a pas de contradiction entre ces deux choses : répandre pour tous le bien-être matériel, et atteindre pour le Tout l'être qui charpente. Les deux vont de pair.

## **Le fascisme**

Et le fascisme ? Nous avons déjà suffisamment parlé de ce fascisme dont il faut retenir, en synthétisant ce qui a été dit, l'ambition de charpenter dans une unité supérieure la multiplicité, aujourd'hui inarticulée et éparse, d'individus, de croyances, d'espairs. Cette unité fut – elle peut et doit être toujours – la Nation. Mais une Nation qui ne peut ni ne doit, sous aucun concept, devenir nationaliste ; une Patrie qui ne peut ni ne doit se déshonorer en tombant dans les bassesses qui ont pour nom *chauvinisme*.

La Nation non nationaliste, la Patrie non chauvine... est-ce ce qu'on appelle aujourd'hui « société civile » ? Est-ce là la société libérée de la politique, du pouvoir et de l'Etat ? Non, certainement pas. La Nation n'est pas cette addition d'intérêts privés, détachés du pouvoir, libérés de l'histoire, réduits au pur présent. La Nation est indissoluble de l'histoire et du pouvoir, de toute l'impulsion politique qui lui donne forme et force, qui lui apporte la marque d'un ordre, qui lui ouvre sa voie.

La Nation est indissociable de l'Etat.

Et c'est là que tout se complique.

*Qu'est-ce que l'Etat, se demande Nietzsche. Écoutez bien, je vais vous dire ma parole sur la mort des peuples. On appelle Etat le plus froid de tous les monstres froids. Il est froid même quand il ment. Voilà le mensonge qui sort de sa bouche : « Moi, l'Etat, je suis le peuple. »*

Ce que Nietzsche appelle « peuple », c'est ce que nous appelons « Nation ». Si l'Etat moderne est le plus froid des monstres froids, comment alors la Nation qu'il étroit ne se verrait-elle pas pervertie ? N'est-ce pas là la raison même de la dégénérescence du grand principe unificateur qu'est ou peut être la Nation ? Comment invoquer l'Etat pour qu'il donne forme au Peuple, pour qu'il ouvre la voie à la Nation ? Ne faut-il pas, bien au contraire, réduire les compétences de l'Etat à la portion congrue ? Ne faut-il pas en finir avec cette gigantesque machinerie qui nous accable avec sa bureaucratie et ses impôts, qui engendre toute une caste parasitaire et adore fourrer son nez dans tous les recoins de notre vie ?

Bien sûr qu'il faut en finir avec un tel fléau. C'est de cela qu'il s'agit : de liquider le monstre. Le paradoxe est que, pour en finir avec lui, il ne faut pas réduire le pouvoir politique de l'Etat. Il faut, au contraire, lui rendre, à lui, et, à travers lui, à la Nation, la nature politique qui est la sienne.

Cette nature politique, il l'a perdue. Ou on la lui a chipée. Ce qui a disparu de notre existence, c'est la marque même du pouvoir et de l'histoire, ce qu'Hannah Arendt appelle l'« espace public », le « domaine du politique ». Ce qui a disparu, c'est cela même qui, autrefois, était appelé *Polis*. Il s'appelle désormais « société civile » : domaine du domestique, addition d'intérêts particuliers dont le seul sens se borne à satisfaire les besoins matériels qui sont nécessaires pour survivre, ou pour vivoter.

Mais ne nous y trompons pas. La société civile n'occupe pas à elle seule le domaine imprégné jadis de destin collectif, d'histoire, de pouvoir. Ce sont les deux, l'Etat et la société civile, qui se trouvent installés là où la *Polis* régnait autrefois. C'est vrai que l'Etat et la société civile n'arrêtent pas de se quereller : l'Etat veut étroit la société civile, tandis que celle-ci veut que l'Etat la nourrisse de services et lui fiche la paix. Mais tous les deux recherchent la même chose, ils ont un seul horizon : l'ordre du domestique, du matériel. Non pas l'ordre du politique, non pas ce domaine dans lequel, à travers des institutions et des symboles, les hommes s'entrelacent entre eux, ont un destin en commun, cessent d'être seuls : ces hommes voués à

la fugacité du temps et à la dévastation de la mort ; ces hommes qui seulement ainsi parviennent à la vaincre.

Les morts et ceux à venir, la marque déposée dans le temps, le destin d'un peuple, son histoire..., qu'est-ce que l'Etat et la société civile ont à faire de telles vécilles ? L' « Etat » domestique, veux-je dire : cette chose qui est devenue aussi domestique et peu politique que la société composée de ces citoyens-clients que l' « Etat » écrase de tout son poids, étire de toutes ses prestations et séduit en leur offrant tous les quatre ans la possibilité d'aller s'incliner devant une urne en verre.

Il était politique l' « Etat », et le voilà devenu domestique. Tout a été domestiqué, à commencer par nous-mêmes. « *Vols domestiques* », disons-nous, par exemple, influencés par le pays où *domestic* équivaut à *national*. Jamais la langue n'a été aussi fidèle à la réalité des choses.

Il faut pourtant l'avouer : je me suis trompé en disant tout à l'heure que la Nation, ce principe unificateur, est indissociable de l'Etat. Il l'est, certes ; mais non pas de l' « Etat » domestique. Celui-ci n'a rien à unifier ni à charpenter. Finissons-en avec lui, non seulement avec la chose, mais aussi avec le nom. Je viens de mettre des guillemets à « Etat », mais les guillemets ne servent à rien. L'institution appelée « Etat » est à ce point pervertie, elle diffère tellement du domaine politique qui devrait être le sien, qu'il faut bien lui chercher un autre nom.

Appelons-le, en reprenant des échos de notre langue mère, *Res Publica* : l'affaire publique, la chose de tous, de ce *tous* qui est supérieur à la somme de tous. *Res Publica*: non pas l'ensemble de l' « Etat » et de la société civile. *Res Publica*: l'ensemble de tout un peuple et de tout un pouvoir.

Comment articuler, comment organiser la *Res Publica* ? Comment structurer ce tout organique fait d'histoire et de présent, d'autorité et de commandement, de consensus et de liberté, pour que tous – et le Tout – s'y reconnaissent et s'y affirment ? De quelle façon, plus particulièrement, peut-on et doit-on exercer le pouvoir pour qu'il ne soit pas la proie ni des castes parasitaires, ni des vilenies chauvines, ni des dérives totalitaires, ni des vacuités démocratiques ?

Il suffit de poser les principes portant sur un nouveau Projet instituant – sur un nouveau *Mitème*, comme le dirait Giorgio Locci – et mille questions éclatent à l'instant entre nos mains. Laissons leur réponse pour une autre occasion – il y en aura, c'est promis. Bornons-nous à énoncer les principes généraux d'un tel Projet.

## **L'artécratie**

Il ne suffit pas d'affirmer la puissance et la grandeur de la Nation, de la *Res Publica*. Il faut autre chose, un autre grand principe qui, se déployant au sein de la *Polis*, imprimant à celle-ci toute sa consistance, la fasse s'élever dans son envol le plus rayonnant. Il faut quelque chose qui, restant accroché à la multiplicité contradictoire des choses, les laisse être dans toute leur richesse, leur permette de se déployer dans toute leur authenticité.

Connaissons-nous quelque chose de semblable ? Bien sûr que nous le connaissons. Mais cela n'a aujourd'hui plus rien à voir avec la *Polis*. Nous connaissons, en effet, l'art, la beauté : ces choses qui, pour l'homme moderne, se réduisent au domaine du goût et du plaisir, un plaisir purement privé.

Seul un dieu – disait Heidegger, mais il oublia de préciser : seul le dieu de l'art, et art placé dans la Cité – peut nous sauver.

L'art placé dans la Cité, la beauté et son saisissement placés dans l'espace public : voilà ce que le philosophe (et activiste) italien Adriano Scianca appelle d'un mot : *artecracia*.

*Artecracia*, écrit-il, ne signifie pas vouloir porter la politique dans l'art, mais fondre les deux principes, à savoir concevoir la politique sub specie artis. Cela signifie faire de sa propre communauté de référence une œuvre d'art à construire, [...] [développant pour cela] un langage qui secoue les consciences et les âmes, qui mène au réveil des énergies ancestrales [...]. [Ceci implique] raisonner d'abord avec les images et ensuite avec les concepts ; cultiver une sensibilité qui, avant d'être politique, sociale et culturelle, soit aussi et surtout esthétique, fondée sur l'aisthesis, la perception immédiate et non rationnelle [...], séduisant en somme avant de convaincre <sup>7</sup>.

Après s'être référé au Heidegger qui, dans un tableau de Van Gogh (*Souliers de paysan*) découvre la vérité profonde du monde de la campagne, il ajoute :

*C'est après l'art et au moyen de l'art que nous faisons l'expérience du monde. [...] Dans un monde à la laideur inouïe, celui qui sait donner des expériences de beauté est révolutionnaire. Contre la désespérante misère d'une démocratie qui trahit le demos et qui craint le kratos, la réponse subversive et créatrice, vitale et vivace ne peut être qu'un projet d'artécratie <sup>8</sup>.*

Comment l'artécratie peut-elle s'exprimer ?

Une condition préalable s'impose : que l'art reste fidèle à lui-même (sinon... à quoi bon ?), que l'art reste toujours du grand art. (C'est de « *culture de grand style* » que parlait Nietzsche, non pas de *graffitis*, non pas de bagatelles *pop*, non pas d'élucubrations ésotériques). Ceci étant admis, comment l'art, qui, en un sens, n'est à la portée que de quelques-uns, peut-il imprégner la *Res Publica* qui, elle, concerne nous tous et le Tout. N'en avons-nous pas assez des foules qui envahissent nos monuments et nos musées ?

---

<sup>7</sup> Adriano Scianca, *Riprendersi tutto*, pp. 52-53 de la traduction française (*CasaPound: une terrible beauté est née!*, Editions du Rubicon, Paris, 2012).

<sup>8</sup> *Ibid.*, p. 55.

Les foules des touristes n'ont rien à voir ni avec l'art ni avec la *Res Publica* mais seulement avec la *res privata*. Il faudra bien faire quelque chose, un jour, pour en finir avec le tourisme massif et prétendument artistique.

Que personne ne se fasse d'illusions : l'artécratie ne signifie nullement « démocratiser l'art ». Il ne s'agit pas de faire en sorte que les foules – même si le peuple redevenait peuple et ne serait plus masse – deviennent des artistes. Il ne s'agit pas de refaire le tour pendable des communistes lorsqu'ils décrétèrent dans l'URSS que seules pouvaient être autorisées les œuvres d' « art » (les guillemets sont de rigueur) qui avaient reçu, outre celle des censeurs, la bénédiction du collectif des concierges et des femmes de ménage <sup>9</sup>.

Il s'agit de tout autre chose.

Ce dont il s'agit c'est que l'esprit de l'art – son émotion, son saisissement, son mystère, son énigme, sa vitalité, sa jouissance, sa joie, sa puissance... – soit celui qui imprègne notre vie, notre domaine public, notre *Res Publica*, notre communauté, notre destin. Un exemple l'éclairera. Dans le règne de la ploutocratie, les banquiers et autres ploutocrates ne sont pas bien nombreux. Il en va de même pour ceux qui s'y comprennent aux embrouilles de l'économie et de ses hautes finances. Leur nombre, pourtant, suffit plus que largement pour que l'esprit des finances et des affaires soit celui qui imprègne toute notre vie, notre être, notre monde. De même, le jour où l'artécratie remplacera la ploutocratie, ce sera l'esprit de l'art, le sceau du beau – non pas le nombre d'artistes ou de ceux qui aiment vraiment la beauté – qui imprègnera la vie, qui marquera le monde.

Lorsque Nietzsche parlait des Grecs comme d'« un peuple d'artistes », il ne disait rien d'autre.

*Artécratie* : le monde marqué par le haut saisissement appelé beauté.  
*Ploutocratie* : le monde marqué par le bas intérêt appelé argent. L'alternative, n'est-elle pas exaltante ? Connaît-on un Projet plus encourageant, plus grand ? Ne vaut-il pas absolument la peine de lutter pour lui ?

Oui, cela en vaut vraiment la peine. Comme il vaut la peine aussi de penser, de réfléchir, de débattre sur la façon dont tout cela – Nation, *Res Publica*, liberté, pouvoir, économie, hiérarchie, artécratie... – peut et doit s'articuler, prendre forme. Cela vaut la peine d'y réfléchir et d'en débattre. Beaucoup plus que de continuer à répéter à partir de tous les angles possibles et imaginables – mais sans entrevoir aucun véritable Projet – la même contestation, la même dénonciation, la même critique de toujours. Aussi scrupuleusement élaborée, aussi absolument indispensable qu'elle soit.

**Javier Portella**  
16/04/2014

polemia.com

---

<sup>9</sup> Avouons quand même qu'ils n'avaient pas tout à fait tort. Il suffit, en effet, de constater le sain critère des femmes de ménage quand elles enlèvent de nos galeries et musées – cela arrive souvent – les tas de fer tordus et d'ordures diverses que des imposteurs appellent des « œuvres d'art ».